



Migrants : le cri d'alarme de MDM

Migrants : le cri d'alarme de MDM : « La situation de l'accueil en France des personnes en exil s'est encore dégradée », estime Médecins du Monde qui, après 7 mois d'activité d'appui et de veille médicale au Centre de premier accueil de Paris (CPA), s'apprête à passer le relais, ce samedi 1er juillet, aux autorités compétentes relevant du droit commun. Ouvert en novembre 2016 pour répondre à une demande de mise à l'abri de milliers d'exilés dormant à la rue. Sept mois plus tard, alors que Médecins du Monde s'apprête à sortir de ce dispositif pour passer le relais au droit commun, « le dispositif parisien est saturé en raison du manque de places d'hébergement en aval ailleurs sur le territoire, mission dont l'État a la compétence, mais aussi parce que d'autres dispositifs équivalents de premier accueil n'existent pas dans d'autres grandes villes que Paris », souligne l'association. Pendant les sept premiers mois d'activité du CPA, plus de 3 600 hommes seuls y ont effectué un bilan infirmier réalisé par les équipes du SAMU Social de Paris dont près de 80 % ont été orientés vers les équipes de Médecins du Monde (soit 2 832 consultations médicales). Quelque 17 % de ces consultations ont conduit à des « services de santé du droit commun », pour des suspicions de pathologies à risque épidémique comme la gale, la tuberculose ou la varicelle. Plus de 200 consultations concernaient la santé mentale : « Près d'une personne en exil sur deux présentait des signes de syndromes post-traumatiques », indique MDM. 80 personnes arrivent chaque jour L'association estime que la reprise par les autorités de ses activités au sein du CPA « constitue une avancée significative » et que l'urgence sanitaire est désormais focalisée à l'extérieur du centre. L'association va amplifier son travail de veille sanitaire dans la rue qu'elle avait maintenu en parallèle de ses activités dans le centre : environ 80 personnes arrivent chaque jour à Paris et se regroupent au sein de campements informels. Des conditions de vie déplorables qui touchent « des personnes déjà fragilisées et viennent dégrader davantage leur état de santé physique et mentale », alerte MDM. « Face à cette situation dégradante pour des exilés très fragilisés, notre détermination est totale à interpeller le gouvernement sur ses responsabilités. Nous attendons une réponse radicalement différente que de l'inflexibilité ou du renfort sécuritaire », prévient le Dr Françoise Sivignon, présidente de l'association. « Il faut ouvrir au plus vite plusieurs dispositifs d'accueil inconditionnel et d'orientation dans d'autres grandes villes de France qui puissent rendre effectif un accès aux droits et notamment au droit d'asile et ce, dans le respect des projets de vie des exilés », poursuit-elle. Au-delà de Paris et de l'Ile-de-France, Médecins du Monde fait le même « triste constat de l'augmentation des espaces d'indignité » dans toute la France, à Calais ou à la frontière franco-italienne. L'association qui déplore le discours ambigu du gouvernement « entre "humanité" et fermeté », l'exhorte avant le lancement de son plan « migration », à mettre en œuvre un cadre politique global doté de moyens conséquents à la hauteur des enjeux humains.

Obligation vaccinale : des médecins soutiennent la proposition d'Agnès Buzyn d'étendre à 11 vaccins Le Réseau environnement santé appelle à une grande loi sur la santé environnementale